

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 34.355/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures de la Région de Bruxelles-Capitale, le 5 novembre 2002, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "portant huitième modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale", a donné le 3 février 2003 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 34.355/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 5 november 2002 door de Minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "tot achtse wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest", heeft op 3 februari 2003 het volgende advies gegeven :

Examen du projet

Préambule

1. Dans le préambule, la référence à l'ensemble d'un texte se fait toujours en mentionnant toutes les modifications expresses et encore en vigueur que ce texte a subies. Cette mention se fait uniquement par l'indication de la nature et de la date des textes modificatifs.

2. Relativement à l'alinéa 2, il convient de noter que l'arrêté portant 6ème modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale n'est pas daté du 26 septembre 2002 (comme le sont les arrêtés portant 1^{re}, 2^e, 3^e, 4^e et 5^e modification du même texte), mais du 25 avril 2002.

Il s'agit, en effet, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 avril 2002 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, dont l'intitulé a été modifié comme suit par l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 2002 qui modifie l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 avril 2002 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale : "arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 avril 2002 portant 6^e modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale".

Il y a, en outre, lieu de remarquer - quoique cette observation soit sans influence sur la correcte rédaction du deuxième alinéa du préambule - que l'arrêté modificatif du 19 septembre 2002 n'a pas pour intitulé : "arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant 7^e modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale". Il s'agit en effet de l'arrêté du

.../...

Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 septembre 2002 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.

Compte tenu de l'ensemble de ces observations, il est proposé de rédiger l'alinéa 2 de la manière suivante :

"Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale des 25 avril, 19 septembre et 26 septembre 2002;"

3. A l'alinéa 3, il convient de mentionner la modification subie par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 mars 1997 déterminant les modalités particulières d'application de redistribution du travail applicables aux membres du personnel du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale (arrêté du 12 février 1998).

4. L'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 décembre 1997 modifiant les articles 19, 21, 22, 23 et 24 de l'arrêté royal du 1^{er} juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle, cité à l'alinéa 4, a été rapporté par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 février 1998 abrogeant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 décembre 1997 modifiant les articles 19, 21, 22, 23 et 24 de l'arrêté royal du 1^{er} juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle. Cet alinéa doit, dès lors, être omis.

Dispositif

Article 2 (article 157 en projet)

1. Il convient d'indiquer la date de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant première modification de (...). Il s'agit du 26 septembre 2002.

2. Au 3°, il serait préférable de remplacer les mots "congé pour prestations à temps partiel" par les mots "prestations réduites pour convenance personnelle", afin de respecter la terminologie des articles 174 à 174ter, en projet.

Article 3, 3° (article 158 en projet)

Eu égard à la gravité des effets attachés à l'absence de comparution devant le service de contrôle médical, il convient que les modalités de convocation de l'agent soient prévues, en ce comprise l'information de ce dernier quant aux conséquences d'un défaut de réponse à une telle convocation.

Articles 18 à 21 (articles 174 à 174ter, en projet)

1. Ces articles insèrent dans le Titre VII du Livre premier de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, un nouveau Chapitre IIbis relatif aux prestations réduites pour convenances personnelles.

Aux termes de l'article 174bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, en projet :

"... durant la période d'absence, l'agent (bénéficiant du régime de prestations réduites pour convenances personnelles) est en non-activité. Il peut néanmoins faire valoir ses titres à la promotion."

.../...

2. Il convient d'articuler la nouvelle position en projet avec celle qui existe déjà dans le statut (congé pour interruption de carrière, prévu par les articles 164 et suivants, congé en application du régime de la semaine volontaire de quatre jours, prévu par les articles 169 et suivants, congé en application du régime du départ anticipé à mi-temps, prévu par les articles 172 et suivants).

Le projet doit prévoir que l'agent ne peut bénéficier de la position "de non-activité de service à temps partiel" que s'il ne remplit pas ou plus les conditions lui permettant d'obtenir un des congés précités. A défaut, il y aurait une rupture d'égalité dans la mesure où des fonctionnaires se trouvant dans une situation semblable seraient soumis à des régimes différents, notamment en ce qui concerne la position d'activité de service.

3. En tout état de cause, il appartient à l'auteur du projet de régler les conséquences de la nouvelle position de non-activité de service à temps partiel, notamment en ce qui concerne le calcul de l'ancienneté.

Article 28 (article 189 en projet)

Cette disposition vise à parfaire la transposition de la directive 96/34 du Conseil de l'Union européenne du 3 juin 1996 concernant l'accord-cadre sur le congé parental conclu par l'UNICE, le CEEP et la CES.

L'attention de l'auteur du projet est attirée sur l'obligation qu'ont les Etats membres, en vertu de l'article 2, 1, de cette directive, d'informer la Commission des mesures qu'ils prennent pour garantir les résultats imposés par ladite directive (outre l'obligation d'y faire référence dans les textes qu'ils adoptent ou lors de leur publication officielle).

Articles 29 à 34 (articles 193 à 193sexies, en projet)

Ces dispositions s'inscrivent notamment dans le cadre de la transposition de la directive 92/85/CEE du Conseil, du 19 octobre 1992, concernant la mise en oeuvre de mesures visant à promouvoir l'amélioration de la sécurité et de la santé des travailleuses enceintes, accouchées ou allaitantes au travail (dixième directive particulière au sens de l'article 16, paragraphe 1^{er}, de la directive 89/391/CEE).

L'attention de l'auteur du projet est attirée sur l'obligation qu'ont les Etats membres, en vertu de l'article 14, 3, de cette directive, d'informer la Commission des dispositions de droit interne qu'ils adoptent dans le domaine régi par la directive (outre l'obligation d'y faire référence dans les textes qu'ils adoptent ou lors de leur publication officielle).

Article 35 (article 193septies, en projet)

1. Cette disposition organise, pour le père, un congé en remplacement du congé de maternité en vue d'assurer l'accueil de l'enfant. Tel qu'il est rédigé, le paragraphe 1^{er} de l'article 193septies, en projet, vise uniquement les hypothèses du décès de la mère le jour de l'accouchement ou son hospitalisation depuis le jour de l'accouchement. Il revient à l'auteur du projet de préciser si son intention est de couvrir également l'hypothèse du décès de la mère entre la date de l'accouchement et celle de la fin du congé de maternité, ainsi que l'hypothèse de sa ré-hospitalisation entre ces deux dates.

Si telle est la volonté de l'auteur du projet - ce qui serait plus respectueux du principe de non-discrimination - il conviendrait de modifier la rédaction du paragraphe 1^{er}, de l'article 193septies, en projet.

2. Dès lors que le texte en projet prévoit un congé en remplacement du congé de maternité "en vue d'assurer l'accueil de l'enfant", il n'y a pas lieu de limiter le congé au père de l'enfant lorsque dans certaines circonstances, une autre personne que le père, comme par exemple la personne avec qui la mère vivait en couple, peut assurer l'accueil de l'enfant ¹.

⁽¹⁾ Comparez avec l'article 185, alinéa, 1^{er}, 2^o, actuel, en projet (article 26 du projet).

3. Il convient de préciser si le congé de remplacement du congé de maternité est cumulable ou non avec le congé visé à l'article 185, alinéa 1^{er}, 2^o, lequel est augmenté de 4 à 14 jours par l'article 26 du projet.

Article 37 (article 197 en projet)

La disposition en projet répond aux observations formulées par la section de législation dans son avis 30.491/4, précité, à propos d'une disposition similaire du statut des agents des organismes d'intérêt public à propos de l'article 201 actuel. Il convient cependant de relever que le Gouvernement n'est pas compétent pour imposer des obligations au médecin de l'agent. Le texte de l'article 197, en projet devrait, dès lors, être modifié sur ce point. S'agissant d'une dérogation au secret professionnel du médecin traitant, cette matière ne peut en principe être réglée que par la loi. Une autre solution pourrait consister à prévoir, dans le texte en projet, que la communication doit se faire avec l'accord de l'agent.

Article 42 (article 217bis, § 1^{er}, en projet)

Il est renvoyé à l'observation 2 formulée à propos de l'article 2 du projet (article 157 en projet).

Article 53, 2^o (article 240 en projet)

La disposition en projet vise à prévoir deux nouvelles hypothèses donnant lieu à l'octroi de congé pour exercer un mandat politique. Pour des raisons de lisibilité, il serait préférable de modifier cette disposition afin de conserver le système actuel d'énumération croissante en fonction du nombre de jours de congé auquel les hypothèses citées donnent droit.

Article 55 (article 250 en projet)

Telle que rédigée, la modification en projet ne tient pas compte de celle opérée par l'article 51 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 2002 portant première modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant le statut administratif et pécuniaire des agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.

Il convient, dès lors, de prévoir qu'à l'article 250 de l'arrêté précité, les mots "et en cas de disponibilité pour maladie ou invalidité" doivent être remplacés par les mots ", en cas de disponibilité pour maladie et en cas de démission d'office pour absence injustifiée de plus de 10 jours ouvrables".

Article 58 (article 407 en projet)

L'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 décembre 1997 modifiant les articles 19, 21, 22, 23 et 24 de l'arrêté royal du 1^{er} juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle", que l'article 407, 10°, en projet, vise à abroger "pour ce qui concerne les agents soumis au présent statut" a été rapporté par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 février 1998 "abrogeant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 décembre 1997 "modifiant les articles 19, 21, 22, 23 et 24 de l'arrêté royal du 1^{er} juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle". L'article 407, 10°, en projet, doit dès lors être omis.

Observations de forme

Certaines dispositions de la version néerlandaise du projet sont susceptibles d'amélioration du point de vue de la légistique et de la correction de la langue. C'est sous réserve des observations de fond précédentes qu'il est renvoyé, à ce sujet, aux observations faites dans l'avis 34.354/2.

Onderzoek van het ontwerp

Aanhef

1. In de aanhef moeten bij verwijzing naar regelingen in hun geheel altijd alle uitdrukkelijke, nog geldende wijzigingen worden vermeld die deze regelingen hebben ondergaan. Daarbij is het voldoende dat de aard en de datum van de wijzigingsteksten worden vermeld.

2. Wat het tweede lid betreft, valt op te merken dat het besluit tot zesde wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest niet van 26 september 2002 is (zoals wel het geval is met de besluiten tot eerste, tweede, derde, vierde en vijfde wijziging van datzelfde besluit), maar van 25 april 2002.

Het gaat immers om het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 25 april 2002 tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, waarvan het opschrift als volgt gewijzigd is bij artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 september 2002 tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 25 april 2002 tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest: "besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 25 april 2002 tot zesde wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest".

Voorts dient te worden opgemerkt - hoewel deze opmerking geen invloed heeft op de juiste redactie van het tweede lid van de aanhef - dat het wijzigingsbesluit van 19 september 2002 niet als opschrift heeft "besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot zevende wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest". Het gaat immers

.../...

om het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 september 2002 tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Gelet op al deze opmerkingen, wordt voorgesteld om het tweede lid als volgt te stellen :

"Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gewijzigd bij de besluiten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 25 april, 19 september en 26 september 2002;".

3. In het derde lid behoort te worden verwezen naar de wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 maart 1997 tot bepaling van de specifieke nadere regelen ter uitvoering van de maatregelen tot herverdeling van de arbeid toepasselijk op de personeelsleden van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (besluit van 12 februari 1998).

4. Het in het vierde lid vermelde besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 december 1997 tot wijziging van de artikels 19, 21, 22, 23 en 24 van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid is ingetrokken bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 februari 1998 tot opheffing van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 december 1997 tot wijziging van de artikels 19, 21, 22, 23 en 24 van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid. Dat lid moet dus vervallen.

DispositiefArtikel 2 (ontworpen artikel 157)

1. De datum van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot eerste wijziging van (...) moet worden vermeld. Het besluit is van 26 september 2002.

2. In onderdeel 3° zou het beter zijn de woorden "verlof voor deeltijdse prestaties" te vervangen door de woorden "verminderde prestaties om persoonlijke redenen", teneinde de terminologie van de ontworpen artikelen 174 tot 174ter in acht te nemen.

Artikel 3, 3° (ontworpen artikel 158)

Gelet op de ernstige gevolgen die aan het niet-verschijnen voor de medische controledienst verbonden worden, moet nader worden bepaald hoe de ambtenaar wordt opgeroepen, inclusief hoe hij wordt ingelicht over de gevolgen die het niet-ingaan op zulk een oproeping heeft.

Artikelen 18 tot 21

(ontworpen artikelen 174 tot 174ter)

1. Bij die artikelen wordt in titel VII, boek I, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een nieuw hoofdstuk IIIbis ingevoegd betreffende de verminderde prestaties om persoonlijke redenen.

Het ontworpen artikel 174bis, § 1, eerste lid, bepaalt :

"... Tijdens de duur van afwezigheid is de ambtenaar (die gebruik maakt van de regeling van verminderde prestaties om persoonlijke redenen) op non-activiteit. Hij kan niettemin zijn aanspraken op bevordering doen gelden".

2. De nieuwe ontworpen stand moet worden afgestemd op de stand die al bestaat in het statuut (verlof voor loopbaanonderbreking, bepaald in de artikelen 164 en volgende, verlof onder het stelsel van de vrijwillige vierdaagse werkweek, bepaald in de artikelen 169 en volgende en verlof onder het stelsel van de halftijdse vervroegde uittreding, bepaald in de artikelen 172 en volgende).

In het ontwerp moet worden bepaald dat de ambtenaar alleen in aanmerking komt voor de stand "deeltijdse non-activiteit" als hij niet of niet meer voldoet aan de voorwaarden die hem in staat stellen om één van de genoemde verloven te verkrijgen. Zo niet, zou de gelijkheid worden geschonden, aangezien ambtenaren die zich in een soortgelijke situatie bevinden, onder verschillende regelingen zouden vallen, in het bijzonder wat de stand dienstactiviteit betreft.

3. De steller van het ontwerp dient hoe dan ook de gevolgen van de nieuwe stand deeltijdse non-activiteit te regelen, in het bijzonder wat de berekening van de anciënniteit betreft.

Artikel 28 (ontworpen artikel 189)

Deze bepaling heeft tot doel de omzetting van richtlijn 96/34 van de Raad van de Europese Unie van 3 juni 1996 betreffende de door de UNICE, het CEEP en het EVV gesloten raamovereenkomst inzake ouderschapsverlof.

De steller van het ontwerp wordt erop attent gemaakt dat de lidstaten krachtens artikel 2, lid 1, van die richtlijn verplicht zijn om de Commissie in kennis te stellen van de maatregelen die ze nemen om de in die richtlijn voorgeschreven resultaten te waarborgen (naast de verplichting om naar die richtlijn te verwijzen in de regelingen die ze vaststellen of bij de officiële bekendmaking ervan).

Artikelen 29 tot 34

(ontworpen artikelen 193 tot 193sexies)

Deze bepalingen vormen meer bepaald een onderdeel van de omzetting van richtlijn 92/85/EEG van de Raad van 19 oktober 1992 inzake de tenuitvoerlegging van maatregelen ter bevordering van de verbetering van de veiligheid en de gezondheid op het werk van werkneemsters tijdens de zwangerschap, na de bevalling en tijdens de lactatie (tiende bijzondere richtlijn in de zin van artikel 16, lid 1, van richtlijn 89/391/EEG).

De aandacht van de steller van het ontwerp wordt erop gevestigd dat de lidstaten krachtens artikel 14, lid 3, van die richtlijn verplicht zijn de Commissie op de hoogte te brengen van de bepalingen van intern recht die ze op het onder deze richtlijn vallende gebied vaststellen (benevens de verplichting om ernaar te verwijzen in de regelingen die ze vaststellen of bij de officiële bekendmaking daarvan).

Artikel 35 (ontworpen artikel 193septies)

1. Deze bepaling voorziet voor de vader in een verlof ter vervanging van het bevallingsverlof om voor de opvang van het kind te zorgen. Zoals hij is gesteld slaat de ontworpen paragraaf 1 van artikel 193septies alleen op de gevallen waarbij de moeder overlijdt op de dag van de bevalling of in het ziekenhuis wordt opgenomen vanaf de dag van de bevalling. De steller van het ontwerp dient duidelijker aan te geven of het zijn bedoeling is dat deze regeling ook geldt wanneer de moeder overlijdt tussen de datum van de bevalling en de datum waarop het bevallingsverlof eindigt, of wanneer ze tussen die twee data opnieuw in het ziekenhuis wordt opgenomen.

Indien dat de bedoeling is van de steller van het ontwerp - waardoor het niet-discriminatiebeginsel beter geëerbiedigd zou worden - dient de redactie van de ontworpen paragraaf 1 van artikel 193septies gewijzigd te worden.

2. Aangezien de ontworpen regeling voorziet in een verlof ter vervanging van het bevallingsverlof "om in de opvang van het kind te voorzien", is er geen reden om het verlof te beperken tot de vader van het kind, indien, in sommige omstandigheden, iemand anders dan de vader, zoals bijvoorbeeld de persoon met wie de moeder samenleefde, de opvang van het kind kan verzorgen ¹.

3. Er dient gepreciseerd te worden of het verlof ter vervanging van het bevallingsverlof al dan niet gecumuleerd mag worden met het verlof bedoeld in het huidige artikel 185, eerste lid, 2°, dat bij artikel 26 van het ontwerp van 4 op 14 dagen wordt gebracht.

Artikel 37 (ontworpen artikel 197)

De ontworpen bepaling komt tegemoet aan de opmerkingen gemaakt door de afdeling wetgeving in haar genoemde advies 30.491/4 over een soortgelijke bepaling van het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut in verband met het huidige artikel 201. Er dient evenwel op gewezen te worden dat de Regering niet bevoegd is om verplichtingen op te leggen aan de geneesheer van de ambtenaar. Het ontworpen artikel 197 zou dus op dat punt moeten worden gewijzigd. Aangezien het gaat om een afwijking van het beroepsgeheim van de behandelend geneesheer, kan die materie in principe alleen geregeld worden bij wet. Een andere oplossing zou erin kunnen bestaan dat in de ontworpen regeling bepaald wordt dat de betrokken informatie alleen mag worden meegedeeld wanneer de ambtenaar daarmee instemt.

Artikel 42 (ontworpen artikel 217bis, § 1)

Verwezen wordt naar de opmerking 2 gemaakt over artikel 2 van het ontwerp (ontworpen artikel 157).

⁽¹⁾ Vergelijk met het huidige ontworpen (artikel 26 van het ontwerp) artikel 185, eerste lid, 2°.

Artikel 53, 2° (ontworpen artikel 240)

De ontworpen bepaling strekt ertoe te voorzien in twee nieuwe situaties die aanleiding geven tot verlof voor het uitoefenen van een politiek mandaat. Ter wille van de leesbaarheid zou het beter zijn die bepaling te wijzigen om het huidige systeem te handhaven waarbij de opsomming geschiedt in opklimmende volgorde volgens het aantal dagen verlof waarop de genoemde situaties recht geven.

Artikel 55 (ontworpen artikel 250)

Zoals de ontworpen wijziging nu is gesteld, houdt ze geen rekening met de wijziging die is aangebracht door artikel 51 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 september 2002 tot eerste wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Er moet dus worden bepaald dat de woorden "en in geval van disponibiliteit wegens ziekte of invaliditeit" in artikel 250 van het voormelde besluit moeten worden vervangen door de woorden ", in geval van disponibiliteit wegens ziekte en in geval van ontslag van ambtswege wegens ongerechtvaardigde afwezigheid van meer dan tien werkdagen".

Artikel 58 (ontworpen artikel 407)

Het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 december 1997 tot wijziging van de artikels 19, 21, 22, 23 en 24 van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid, tot opheffing waarvan het ontworpen artikel 407, 10°, strekt "voor de ambtenaren onderworpen aan dit statuut", is ingetrokken bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 februari 1998 tot opheffing van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 december 1997 tot wijziging van de artikels 19, 21, 22, 23 en 24 van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid. Het ontworpen artikel 407, 10°, moet bijgevolg vervallen.

Vormopmerkingen

Sommige bepalingen van de Nederlandse tekst van het ontwerp behoeven verbetering uit een oogpunt van wetgevingstechniek en correct taalgebruik. Onder voorbehoud van de vorenstaande inhoudelijke opmerkingen wordt in dat verband verwezen naar de opmerkingen die gemaakt zijn in advies 34.354/2.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

Y. KREINS,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Madame
Mevrouw

J. JAUMOTTE,
M. BAGUET,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Messieurs
de Heren

J. van COMPERNOLLE,
B. GLANSDORFF,

assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

B. VIGNERON,

greffier,
griffier.

La note du Bureau de coordination a été présentée par M. Y. CHAUFFOUREAUX, référendaire adjoint.

De nota van het Coördinatiebureau werd uitgebracht door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. JAUMOTTE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS